L'extrême-droite et le pouvoir : une situation nouvelle depuis la Libération

L'attentat de la rue Copernic a mis au premier plan de l'actualité la recrudescence de l'activité de groupes fascistes en France. L'existence de ces groupes n'est pas nouvelle, par contre ce qui l'est, c'est la tolérance, la mansuétude du pouvoir en place à leur égard. Comment expliquer cette situation nouvelle, quelle évolution a subi l'extrême-droite et ses relations avec le pouvoir depuis la dernière guerre ? Aujourd'hui, une partie de l'extrême-droite se déclare bruyamment contre le racisme et toutes les discriminations tandis qu'une autre prône l'action directe et se réclame ouvertement du fascisme et du nazisme. Comment l'extrême-droite en est-elle arrivée à cette division et à quoi cela correspond-il ?

Par Loïc LEGARREC

De la collaboration à la «défense de l'Occident»

A la Libération, il ne fait pas bon se réclamer ouvertement de la droite et à plus forte raison de l'extrême-droite. Aussi beaucoup d'ancien pétainistes plus ou moins avoués vont-ils tenter une *«reconversion»* en s'intégrant à des groupes politiques plus *«présentables»* et notamment le «Centre National des Indépendants et Paysans», d'Antoine Pinay, ancêtre des *«Républicains Indépendants»*, dont est issu Giscard. Les groupes fascistes français ont tenté de fuir avec les nazis et essaient de se faire oublier. La droite et l'extrême-droite sont sur la défensive. La découverte des crimes nazis, les camps de concentration semblent alors jeter définitivement le discrédit sur l'extrême-droite, dont une partie des troupes est passée par les armes.

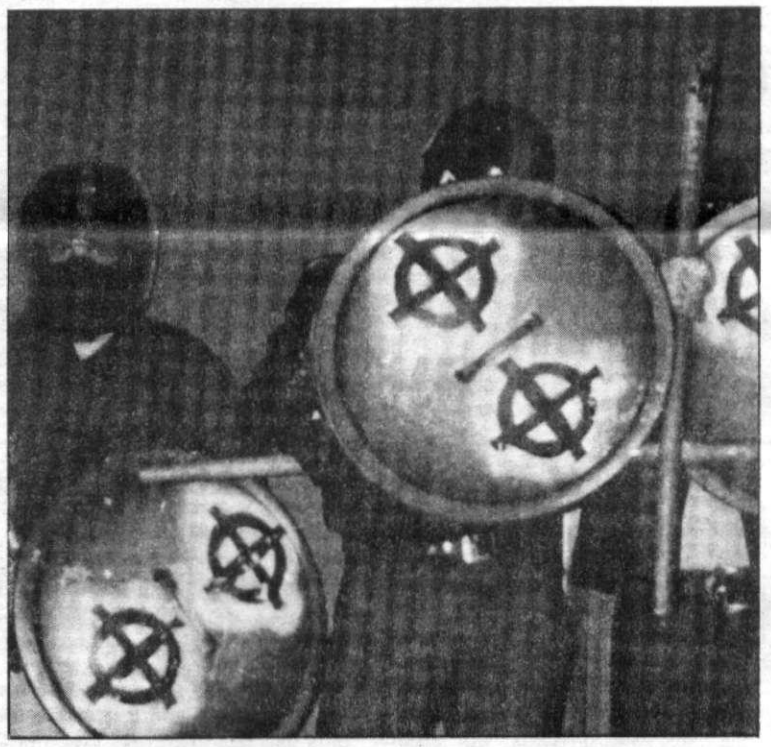
Le développement de la *«guerre froide»* va cependant offrir à l'extrême-droite une première occasion pour refaire quelque peu surface. Le développement des contradictions entre l'impérialisme US et l'Union Soviétique entraîne en effet un regain d'anticommunisme dans tous les partis bourgeois et c'est à la faveur de ce climat que les groupes d'extrême-droite vont relever la tête.

Mais c'est surtout avec les scandales divers et les crises gouvernementales successives de la quatrième République et le développement de la répression contre les peuples dominés que l'extrême-droite va véritablement tenter de sortir de son extrême marginalité de l'immédiat après-guerre. Le thème de l'antiparlementarisme cher à l'extrême-droite d'avant-guerre va de nouveau pouvoir être mis en avant, mais il va cette fois se présenter sous un visage nouveau. Une partie de la droite, comme les gaullistes, s'élève également contre *«l'impuissace de la quatrième République»*, et du *«régime des partis»*. L'extrême-droite va savoir profiter de cette situation en se présentant sous le masque politique de la défense du petit commerce et de l'artisanat. L'ex-pétainiste Pierre Poujade va alors remporter un certain succès aux élections législatives de janvier 1956, avec deux millions et demi d'électeurs.

Dans le même temps, l'extrême-droite va centrer de plus en plus son intervention sur la défense de *«l'empire français»* sérieusement menacé depuis Dien Bien Phu. Le thème central de l'extrême-droite est alors celui de la défense de l'Occident assiégé de toute part : par Moscou et Pékin, par les luttes de libération nationale, et à l'intérieur du pays par le PCF et la CGT. Après les défaites en Indochine, l'*«Algérie française»* va devenir alors le cheval de bataille de l'extrême-droite.

Du discours gaulliste à l'OAS

Depuis la guerre, de Gaulle représente avant tout celui qui s'est opposé à Pétain, et la haine contre lui au sein de l'extrême-droite est restée vivace. Mais à une quatrième République qui agonise et qui pourrait bien laisser *«brader l'Algérie comme elle l'a fait avec l'Indochine»*, bon gré mal gré, une bonne partie de l'extrême-droite, pour sauver le dernier *«bastion de*



l'empire», va croire qu'il est possible de jouer la carte gaulliste.

Dans un premier temps, les gaullistes vont ainsi s'appuyer sur le concours actif d'une partie de cette extrême-droite avec laquelle de nombreux contacts sont pris. Le 13 mai 1958, sous l'impulsion de groupes fascistes et d'une partie de l'armée, le premier comité de salut public se forme à Alger et en appelle à de Gaulle...

Mais une fois celui-ci installé au pouvoir, l'extrême-droite ne va pas tarder à déchanter. Après avoir fait intensifier les opérations militaires, de Gaulle va en effet proposer la *«paix des braves»*, et le référendum sur l'Algérie... L'extrême-droite ne lui pardonnera jamais ce qu'elle considère comme une *«trahison»*, et qui vient s'ajouter aux vieilles rancœurs pétainistes. En fait, avec l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, c'est tout une page de l'histoire de la période de l'après-guerre qui semble se tourner : l'heure n'est plus en effet à la guerre froide mais à la détente, une nouvelle constitution *«plus solide»* remplace celle de la quatrième République et face au développement des luttes de libération nationale, la bourgeoisie tente de mettre en place des solutions néo-coloniales. Le terrain sur lequel l'extrême-droite avait cru qu'il était possible de refaire surface semble ainsi s'écrouler et de Gaulle tient à maintenir intact son image de *«résistant»*. Cette envolée des espoirs de l'extrême-droite va s'accompagner de rudes coups que vont lui porter les gaullistes.

A l'automne 1962, l'extrême-droite n'a plus qu'à panser ses blessures : l'OAS est démantelée, ses chefs sont arrêtés et condamnés, l'extrême-droite a été en partie chassée de l'armée et de la police. De nouveau, celle-ci semble être condamnée à la marginalité.

Le giscardisme : une nouvelle chance

Mais cette rupture de l'extrême-droite et du pouvoir va commencer à prendre fin en mai 68 : de Gaulle fait libérer Salan et promulgue l'amnistie pour l'OAS. Priorité est alors donnée à la lutte contre l'extrême-gauche et pour ce *«travail»*, le pouvoir ne dédaigne pas la collaboration des militants d'extrême-droite *«très motivés»* dans ce domaine. La disparition du général de Gaulle va venir ensuite lever un obstacle majeur pour un rapprochement avec la droite traditionnelle et le pouvoir. Une partie de l'extrême-droite va alors soutenir ouvertement Pompidou. (Par exemple Tixier-Vignancourt et Pierre Poujade).

Mais c'est surtout la candidature et à la venue au pouvoir de Giscard en 1974 qui vont offrir des conditions nouvelles plus favorables pour l'extrême-droite. De part ses origines (le CNIP) la *«famille politique»* giscardienne à de quoi en effet la rassurer, et ses sympathies pour l'OAS sont bien connues. C'est ainsi, par exemple, que si l'on en croit Pierre Sergent, ancien responsanle de l'OAS, celui-ci aurait été logé chez Poniatowski, futur ministre de l'Intérieur, au moment où il était chassé par la police gaulliste (1). Dans l'entourage de Giscard, on ne cache pas alors ses sympathies pour l'extrême-droite, dont pour un certain nombre, on est du reste issu : Alain Madelin, futur député de l'Ile-et-Vilaine aurait été membre d'*«Occident»* et d'*«Ordre Nouveau»*, Gilbert Bussot, futur député de l'Orne, ancien responsable de l'OAS en métropole (2). Giscard d'Estaing, sera ainsi élu président avec le soutien déclaré d'anciens de l'OAS, du journal *Minute* et des anciens d'*«Ordre Nouveau»*, qui lui fournissent le service dont il a alors besoin. Ce dernier service rendu moyennant finances aurait parmi de jeter les bases du Parti des Forces Nouvelles (3).

D'autre part, l'extrême-droite traînait lourdement avec elle l'image de la collaboration. Le giscardisme va de fait l'aider à s'en débarrasser en essayant de faire en sorte que cela ne constitue plus une marque de discrimination dans l'opinion publique. L'extrême-droite va en effet pouvoir bénéficier de la remise en cause amorcée par Pompidou du jugement porté jusqu'alors par la bourgeoisie au pouvoir, sur la période de l'occupation : suppression de la fête de la victoire du 8 mai 1945 contre le nazisme, parution d'ouvrages littéraires et cinématographiques justifiant la collaboration, débats télévisés sur le rôle du maréchal Pétain... C'est dans ce climat giscardien nouveau que l'extrême-droite va pouvoir se déployer au moment même où elle semblait n'avoir plus guère de perspectives.

Les deux faces de l'extrême-droite

A la fin des années soixante, l'extrême-droite connaît en effet une crise importante. Aux coups portés par le gaullisme est venu s'ajouter mai 68. L'extrême-droite est isolés et releguée en marfe de la vie politique. Face à cette situation, une nouvelle tendance va se faire jour pour tenter une nouvelle fois de se refaire un nouveau visage et de peser efficacement sur le pouvoir en place. C'est ce courant de l'extrême-droite qui soutient Giscard en 1974 et veut profiter du nouveau climat qu'il instaure pour tenter une nouvelle percée. Sur le plan idéologique, c'est l'opération *«Nouvelle Droite»*. Sur le plan politique, cela aboutit à la création du PFN en novembre 1974, dont les buts sont les mêmes : *«Nous travaillons au sein d'une famille politique, la droite... La sensibilité politique de la droite modérée et de l'extrême-droite nationaliste sont donc voisires : il faudra en tenir compte dans l'énoncé de nos thèmes de propagande, de nos mots d'ordre»*. (4).

Cette stratégie nouvelle va cependant développer les contradictions au sein de l'extrême-droite. Le Front National maintiendra la candidature de Le Pen contre Giscard et accusera le PFN de *«trahison»*. Mais surtout, à cette *«ouverture»* de l'extrême-droite, va répondre l'activisme de groupuscules ouvertement fascistes ou néo-nazis, qui espèrent ainsi récupérer de nouveaux militants déçus par cette nouvelle tactique (5). Cette bipolarisation de l'extrême-droite et surtout cette recrudescence de groupes fascistes para-militaires va se retrouver renforcée dans la période précédant les élections législatives de mars 1978. L'actualité politique est d'abord dominée par la possibilité pour les partis de gauche d'accéder au pouvoir. Le PFN, déçu par le *«libéralisme giscardien»* maintient toujours sa stratégie d'*«ouverture»* en tentant un rapprochement avec le RPR qui se prépare alors à constituer un *«recours»* face à la victoire de la gauche. Dans le même temps, l'autre pôle de l'extrême-droite va se renforcer et se préparer directement à développer en France une *«stratégie de la tension»*, en mettant en place *«des groupes de choc nationalistes»*, disposant d'un matériel adéquat et en prenant contact avec d'autres groupes fascistes européens. L'ex-FANE dont on parle tant aujourd'hui semble faire précisément partie de cette catégorie.

Ainsi, tandis qu'une partie de l'extrême-droite tente de présenter une image de respectabilité politique et de diffuser largement ses thèmes, l'autre travaille à visage découvert, développe l'activisme et voudrait passer immédiatement à l'action.

---

1) Le Nouvel Observateur *du 2/7/79 :* «Les habits neufs de la droite française».

2) idem

3) «L'extrême-droite en France» *de B. Brigouleix. Editions Fayolle — Collection Intervalle.*

4) Document cité dans le livre de B. Brigouleix, qui retrace les contradictions apparues au sein de l'extrême-droite jusqu'en 1977.

5) De ce point de vue, le Front National semble se trouver dans une situation incommode en essayant de préserver un visage «légaliste»*, tout en dénonçant les* «nouveaux droitiers» *du PFN, et en étant* «travaillé» *par les groupuscules paramilitaires néo-nazis. (cf* Le Matin *du 17/10/80.*